

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 20 MARS 1928.

Projet de loi modifiant l'article 45 de la loi organique de l'enseignement primaire, relatif au service d'inspection médicale scolaire.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

La loi scolaire du 19 mai 1914 a imposé aux communes l'obligation d'organiser un service gratuit d'inspection médicale scolaire s'étendant à toutes les écoles communales, adoptées et adoptables.

Elle a confié au conseil communal la nomination des médecins-inspecteurs des écoles communales et aux directions scolaires le choix des médecins-inspecteurs des écoles adoptées ou adoptables, sous réserve d'agrément par le Collège échevinal.

Les frais du service sont exclusivement à charge des communes.

Ils comprennent :

I. — *Les dépenses de premier établissement* : Installations et appareils pour la visite des élèves (une collection peut suffire pour plusieurs écoles; coût minimum : 600 francs);

II. — *Les dépenses annuelles* :

a) Traitement du personnel : médecins-inspecteurs et, éventuellement, infirmières;

b) Fourniture des carnets (un par élève).

Les conseils communaux fixent librement la rémunération des médecins-inspecteurs et des infirmières.

La Fédération des médecins belges, consultée en 1924, exprimait alors l'avis qu'il convenait d'arrêter le traitement du médecin à 3 francs au moins par élève et celui de l'infirmière à 2 francs.

Cependant, les exigences des praticiens ne tardèrent pas à dépasser notablement ces propositions.

Les comptes des communes pour les exercices 1922, 1923, 1924 accusent les dépenses ci-après pour le service de l'inspection médicale scolaire :

	Année 1922	Année 1923	Année 1924	Année 1925	Année 1926
Matériel fr.	1,285,099	561,812	394,976	327,931	343,708
Personnel fr	2,416,164	2,958,515	3,535,373	3,937,634	3,915,017
TOTAL fr.	3,701,263	3,520,327	3,930,349	4,265,565	4,258,725

D'autre part, le nombre des enfants inscrits dans les écoles primaires et gardiennes, porteurs d'un carnet sanitaire, s'est élevé à :

En 1922-1923	749,164	sur 1,069,374	inscrits.
En 1923-1924	847,395	sur 1,046,732	id.
En 1924-1925	859,357	sur 1,032,602	id.
En 1925-1926	870,376	sur 1,038,630	id.

En 1925-1926, il y avait encore 218 communes demeurées en défaut d'établir l'inspection médicale dans leurs écoles.

Au surplus, il s'en faut de beaucoup que le service marche régulièrement dans toutes celles où il a été créé. A vrai dire, les localités importantes seules possèdent un service fonctionnant convenablement. Dans les petites communes en général, bien que décrétée en principe, l'inspection est inexistante en fait ou pratiquée d'une façon insuffisante. Une enquête spéciale faite en 1925-1926 a démontré que, dans certaines régions, c'est encore le néant.

Les autorités locales s'intéressent généralement fort peu à cette institution parce qu'elles n'en saisissent pas la portée sociale, qu'elles n'en considèrent que les conséquences financières.

A l'hostilité ou l'insouciance des administrations communales s'ajoute bien souvent l'indifférence du corps médical; les médecins-inspecteurs s'attachent rarement à leur mission; beaucoup la négligent parce qu'ils jugent la rémunération insuffisante.

A diverses reprises, le Gouvernement en constatant cet état de choses, a annoncé son intention de proposer le renforcement des dispositions légales.

D'autre part, ainsi qu'on l'a fait observer, il convient que l'inspection médicale scolaire s'étende aux classes et sections préparatoires annexées aux établissements d'enseignement moyen.

Ces institutions reçoivent les enfants du même âge et parfois même elles suppléent aux écoles primaires. Au surplus, puisqu'en l'occurrence un intérêt local est en jeu, il est légitime que les frais tombent à charge des communes.

Le projet que j'ai l'honneur de soumettre aux délibérations du Parlement ne contient aucun principe nouveau de dépense, ni pour l'État ni pour les communes, sauf en ce qui concerne les classes et sections préparatoires.

Le Gouvernement s'est arrêté à des propositions très simples dans le seul but d'assurer l'application réelle de la loi et une meilleure utilisation des dépenses imposées aux communes.

. . *

L'organisation de l'inspection médicale scolaire est laissée aux soins des communes. Mais le projet prévoit l'intervention directe du Gouvernement en cas

de carence des autorités locales. Cette intervention se manifeste soit dans l'organisation proprement dite et le fonctionnement du service, soit dans la nomination du personnel.

De même l'autorité supérieure doit pouvoir exercer éventuellement une action à l'égard des membres du personnel qui ne s'acquittent pas de leur mission d'une façon convenable.

Les médecins-inspecteurs et les infirmières des écoles communales qui se consacrent exclusivement à ces fonctions, sont soumis au régime de la loi du 30 juillet 1903 sur la stabilité des emplois communaux.

Cependant, comme il importe de prévenir en toute hypothèse, l'inaction des autorités locales, le projet permet au Gouvernement d'intervenir dans tous les cas où son intervention est nécessaire pour assurer le bon fonctionnement du service.

La durée du mandat des médecins-inspecteurs et des infirmières des écoles communales qui n'exercent ces fonctions qu'à titre provisoire, est fixée à 6 ans, mais ce mandat est renouvelable.

Cette disposition permet de renoncer après un certain temps, sans recourir à la mesure extrême de la révocation, aux services de titulaires ne donnant pas satisfaction.

* .

Comme nous l'avons fait remarquer déjà, une cause de l'indifférence des médecins-inspecteurs peut être l'insuffisance du traitement attaché à leurs fonctions.

D'autre part, en fixant la rémunération de ces agents à un taux très bas, les communes écartent les candidats et trouvent ainsi le moyen d'éluder l'application de la loi.

Le projet remédie à ces inconvénients en permettant au Gouvernement de fixer un barème pour la rémunération du personnel de l'inspection.

. * .

Une question délicate est celle des frais d'inspection des élèves domiciliés dans une autre commune que celle du siège de l'école.

Les communes doivent assumer les charges du service local de l'inspection médicale scolaire, mais on ne peut leur imposer les frais résultant de la présence des enfants étrangers admis dans certaines écoles établies sur leur territoire.

D'autre part, il n'est pas possible que ces enfants étrangers soient soustraits à tout contrôle médical.

Le projet autorise le Gouvernement à rechercher et à fixer la solution de ce problème.

La question intéresse autant les sections et classes primaires des établissements d'enseignement moyen que les écoles soumises au régime de la loi organique de l'enseignement primaire.

* .

Un autre point spécial qui soulève une certaine difficulté est celui de la vaccination des élèves.

Antérieurement, les règlements scolaires subordonnaient l'admission des

enfants dans les écoles soumises au régime de la loi, à la production d'un certificat constatant qu'ils avaient été vaccinés ou avaient eu la variole (cfr. règlement-type du 1^{er} mai 1897).

La loi du 19 mai 1914 sur l'obligation scolaire n'autorise plus semblable exigence.

Cependant, il convient de mettre fin à une situation dangereuse et le projet prévoit donc une disposition exigeant que les enfants soient vaccinés lors de leur entrée à l'école et revaccinés au cours de la première année d'études primaires.

*
* *

Des divergences de vues se sont manifestées quant au point de savoir si les médecins-inspecteurs et les infirmières des écoles communales pouvaient, comme membres du personnel administratif de ces établissements, bénéficier des lois sur les pensions des professeurs et instituteurs communaux.

D'après la jurisprudence, seuls les inspecteurs pédagogiques communaux et les gens de service des écoles sont compris parmi le personnel administratif.

Il ne serait cependant pas rationnel d'excepter les médecins-inspecteurs et les infirmières scolaires qui se consacrent exclusivement à leurs fonctions officielles et reçoivent un traitement fixe mensuel.

La disposition finale du projet résout la question.

Ne pourront profiter de l'avantage dont il s'agit les personnes exerçant d'autres fonctions que leurs fonctions scolaires et recevant pour celles-ci une rétribution sous forme d'indemnité fixée par élève.

La situation des intéressés à ce point de vue sera déterminée par l'acte de nomination.

La question ne se pose pas pour les membres de l'inspection médicale des écoles adoptées ou adoptables.

Les lois de 1901 et de 1912 qui règlent les pensions du personnel de ces écoles ne reconnaissent en effet aucun droit au personnel administratif.

*
* *

Telle est, dans ses grandes lignes, la réforme que le Gouvernement propose.

Le projet ne contient que des dispositions générales, abandonnant au pouvoir exécutif le soin de pourvoir aux mesures d'application.

Le Ministre des Sciences et des Arts,

M. VAUTHIER.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 20 MAART 1928.

Wetsontwerp tot wijziging van artikel 45 der wet tot regeling van het lager onderwijs, in verband met het medisch schooltoezicht.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De schoolwet van 19 Mei 1914 heeft aan de gemeenten de verplichting opgelegd een kostelozen dienst voor medisch toezicht op te richten, welke zich uitstrekt over al de gemeentelijke, aangenomen en aanneembare scholen.

Zij heeft den gemeenteraad belast met de benoeming van de medische opzieners der gemeentescholen en aan de schoolbesturen de keus overgelaten van de medische opzieners der aangenomen of aanneembare scholen, behoudens toelating door het Schepencollege.

De kosten voor den dienst komen uitsluitend ten laste van de gemeenten.

Zij bestaan uit :

I. — *De uitgaven voor eerste inrichting* : Installaties en toestellen voor het onderzoek der leerlingen (een verzameling kan voor verschillende scholen dienen, minimumprijs : 600 fr.);

II. — *De jaarlijksche uitgaven* :

a) Wedde van het personeel : medische opzieners, en, eventueel, verpleegsters;

b) Levering van de gezondheidsboekjes (één per leerling).

Het staat den gemeenteraden vrij naar willekeur de bezoldiging van de medische opzieners en van de verpleegsters te bepalen.

De Bond der Belgische Geneesheeren, welke in 1921 daaromtrent werd geraadpleegd, sprak toen de meening uit dat de wedde van den geneesheer diende vastgesteld op ten minste 3 frank per leerling en die van de verpleegster op 2 frank.

Weldra stelden de geneesheeren eischen die deze voorstellen merkkelijk overschreden.

De gemeenterekeningen vertoonen voor de dienstjaren 1922, 1923 en 1924 navolgende uitgaven ten behoeve van den dienst voor het medisch schooltoezicht :

	Jaar 1922	Jaar 1923	Jaar 1924	Jaar 1925	Jaar 1926
Materieel. fr.	1,285,099	561,812	394,976	327,931	343,708
Personeel.	2,416,164	2,958,515	3,535,373	3,937,631	3,915,017
Totaal fr.	3,701,263	3,520,327	3,930,349	4,265,565	4,258,725

Verder bedroeg het aantal kinderen die ingeschreven waren in de lagere en in de bewaarscholen en die in het bezit waren van een gezondheidsboekje :

In 1922-1923	749,164 op 1,069,374 ingeschrevenen;
In 1923-1924	847,395 op 1,046,732 id.
In 1924-1925	859,357 op 1,032,602 id.
In 1925-1926	870,376 op 1,038,630 id.

In 1925-1926 waren er nog 218 gemeenten welke in gebreke gebleven waren het medisch toezicht in hun scholen tot stand te brengen.

Er ontbreekt trouwens nog heel wat voordat de dienst regelmatig werkt in al de gemeenten waar hij werd opgericht. In waarheid kan men zeggen dat alleen de belangrijke gemeenten een dienst bezitten die behoorlijk werkt. Alhoewel het toezicht in de kleine gemeenten in beginsel is tot stand gebracht, bestaat het over het algemeen feitelijk niet of werkt het op onvoldoende wijze. Een bijzonder onderzoek dat in 1925-1926 werd ingesteld, heeft aangetoond dat er in sommige streken nog heelemaal niets gedaan werd.

De plaatselijke overheden stellen over het algemeen weinig belang in dit organisme, omdat zij er de maatschappelijke beteekenis niet van begrijpen, ofwel omdat zij alleen acht slaan op de geldelijke gevolgen welke het heeft.

Bij de vijandigheid en de nalatigheid van de gemeentebesturen moet men heel dikwijls de onverschilligheid van de geneesheeren voegen; de medische opzieners nemen zelden hun taak met toewijding waar; vele verwaarloozen ze omdat zij hun bezoldiging ontoereikend achten.

Herhaaldelijk heeft de Regceering, wanneer haar op dien toestand werd gewezen, haar voornemen te kennen gegeven een verscherping van de wetsbepalingen voor te stellen.

Bovendien moet, zooals men heeft doen opmerken, het medisch schooltoezicht uitgestrekt worden over de voorbereidende klassen en afdelingen der instellingen voor middelbaar onderwijs.

Deze instellingen ontvangen kinderen van denzelfden leeftijd, en soms zelfs komen zij in de plaats van de lagere scholen. Verder is het maar billijk, vermits het hier een lokaal belang geldt, dat de kosten door de gemeenten gedragen worden.

Het ontwerp dat ik de eer heb aan de beraadslaging van het Parlement te onderwerpen, voorziet geen nieuwe uitgaven, noch voor den Staat, noch voor de gemeenten, behoudens wat betreft de voorbereidende klassen en afdelingen.

De Regceering heeft haar keus bepaald tot zeer eenvoudige voorstellen, uitsluitend met het doel de wet werkelijk te doen toepassen en de aan de gemeenten opgelegde uitgaven beter te benuttigen.

* *

De inrichting van het medisch schooltoezicht wordt aan de zorgen der gemeenten overgelaten. Doch het ontwerp voorziet rechtstreeksche Regeeringsbemoeiing ingeval de plaatselijke overheden in gebreke blijven. Deze bemoeiing zal zich doen gelden hetzij in de eigenlijke inrichting en de werking van den dienst, hetzij in de benoeming van het personeel.

De hogere overheid moet eventueel eveneens kunnen optreden ten opzichte der leden van het personeel die zich niet behoorlijk van hun taak kwijten.

De medische opzieners en de verpleegsters der gemeentescholen, die zich uitsluitend aan die functie wijden, zijn onderworpen aan het stelsel der wet van 30 Juli 1903, op de vastheid der gemeentebedieningen.

Daar het echter van belang is de nalatigheid der plaatselijke overheden in alle geval te voorkomen, laat het ontwerp de Regeering toe in te grijpen telkens als haar optreden noodig is om de goede werking van den dienst te verzekeren.

De duur van de opdracht der medische opzieners en der verpleegsters der gemeentescholen, die deze functie slechts voorloopig vervullen, is vastgesteld op zes jaar, doch dit mandaat is hernieuwbaar.

Door deze bepaling kan men na een zekeren tijd afzien van de diensten der titularissen die geen voldoening schenken, zonder den uitersten maatregel der afzetting te moeten aanwenden.

* *

Zooals wij het reeds deden opmerken, kan de ontoereikendheid van de aan hun functie verbonden wedde een reden zijn van de onverschilligheid der school-artsen.

Door bovendien de bezoldiging van bedoelde ambtenaren zeer laag te stellen, weren de gemeenten de candidaten en vinden daarin de gelegenheid om zich aan de toepassing der wet te onttrekken.

Het ontwerp komt aan die bezwaren te gemoet, doordien het de Regeering toelaat een loonschaal te bepalen voor de bezoldiging van het toezichtspersoneel.

* *

Een kiesch vraagstuk is dat der toezichtskosten voor de leerlingen die in een andere gemeente wonen dan die waar de school gevestigd is.

De gemeenten moeten de kosten dragen van den plaatselijken dienst voor medisch schooltoezicht, doch men kan hun de uitgaven niet opleggen welke voortspruiten uit de aanwezigheid van vreemde kinderen, die toegelaten worden in sommige op hun grondgebied gevestigde scholen.

Verder is het niet mogelijk die vreemde kinderen aan alle medisch toezicht te onttrekken.

Krachtens het ontwerp mag de Regeering de oplossing van dit vraagstuk zoeken en vaststellen.

De kwestie is zoowel van belang voor de lagere klassen en afdeelingen der middelbare onderwijsinstellingen als voor de scholen welke onderworpen zijn aan de wet tot regeling van het lager onderwijs.

* *

Het ander bijzonder punt, dat een zeker bezwaar geeft, is dat van de vaccinatie der leerlingen.

Vroeger stelden de schoolreglementen als eisch tot toelating der kinderen tot de scholen welke aan het wettelijk stelsel onderworpen zijn, de overlegging van een bewijs waaruit bleek dat zij gevaccineerd waren of de pokken hadden gehad (cfr. *Modelreglement* van 1 Mei 1897).

Krachtens de wet van 19 mei 1914 op den leerplicht mag dergelijke eisch niet meer gesteld worden.

Er dient echter een einde gemaakt aan een gevaarlijken toestand, en het ontwerp voorziet derhalve een bepaling waarbij geëischt wordt dat al de kinderen bij hun toelating tot de school moeten gevaccineerd worden en dat zij opnieuw moeten gevaccineerd worden in den loop van het eerste studiejaar der lagere school.

. . .

Meeningsverschillen zijn opgerezen omtrent de vraag of de medische opzieners en de verpleegsters van de gemeentescholen, als lid van het administratief personeel dezer instellingen, de voordeelen mochten genieten van de wetten op de pensioenen van de gemeentelijke leeraars en de onderwijzers.

Volgens de jurisprudentie, zijn alleen de gemeentelijke paedagogische opzieners en de bedienden der scholen onder het administratief personeel begrepen.

Het zou echter niet redelijk zijn de medische opzieners en de schoolverpleegsters die zich uitsluitend aan hun officieele functie wijden en een vast maandgeld ontvangen, er buiten te laten.

De slotbepaling van het ontwerp lost het vraagstuk op.

Zullen bedoeld voordeel niet genieten, de personen die nog een andere betrekking uitoefenen dan hun schoolfunctie en voor deze eene bezoldiging krijgen in den vorm van vergoeding, waarvan het bedrag per leerling wordt vastgesteld.

De toestand der betrokkenen zal in dit opzicht door de benoemingsakte bepaald worden.

De vraag wordt niet gesteld voor de leden van het medisch toezicht op de aangenomen of de aanneembare scholen.

De wetten van 1901 en 1902 tot regeling van het pensioen van het personeel dier scholen kennen inderdaad geen enkel recht toe aan het administratief personeel.

. . .

Dit zijn de groote trekken van de hervorming welke door de Regeering wordt voorgesteld.

Het ontwerp bevat slechts algemeene bepalingen, en laat aan de uitvoerende macht de zorg over de toepassingsmaatregelen te treffen.

De Minister van Kunsten en Wetenschappen,

M. VAUTHIER.